

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/29
11 septembre 2003

(03-4779)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: espagnol

COSTA RICA

Déclaration de S.E. M. Alberto J. Trejos
Ministre du commerce extérieur

Au nom du gouvernement du Costa Rica, je tiens à dire combien nous sommes heureux que la présente Conférence ministérielle ait lieu au Mexique. Je remercie le gouvernement et le peuple de ce pays frère des efforts qu'ils ont déployés pour organiser cette conférence, ainsi que son Ministre des relations extérieures, M. Luis Ernesto Derbez, du travail titanesque qu'il devra réaliser ces prochains jours en tant que Président afin que les 146 pays Membres de cette organisation puissent trouver un accord qui soit bénéfique pour tous nos peuples.

Je voudrais aussi exprimer notre reconnaissance au Président du Conseil général, M. l'Ambassadeur Carlos Pérez del Castillo, au Directeur général, M. Supachai, et au Secrétariat de l'OMC, pour leur travail inestimable et pour le grand sens des responsabilités avec lequel ils ont mené les préparatifs à Genève. Nous ne leur avons pas donné une tâche facile; même s'il est de notre responsabilité de signaler les nombreux éléments que chacun de nous souhaiterait modifier dans le projet de texte, nous ne devons pas être ingrats à l'heure de reconnaître l'authenticité et l'habileté de leurs efforts.

Il y a deux ans, à Doha, les Membres ont adopté un mandat de négociation ambitieux, de vaste portée, et dont les objectifs généraux sont compatibles avec la prospérité, la justice et le développement. Grâce à l'équilibre qui avait été établi, toutes les parties avaient le sentiment d'être gagnantes. Le Costa Rica, en particulier, a fait siens les buts fixés dans ce programme de travail, car son niveau d'ambition est élevé dans les principaux domaines de négociation, en particulier l'agriculture, l'accès aux marchés pour les produits non agricoles et les questions de Singapour. Nous sommes convaincus de la valeur de chacun de ces éléments pour nos populations. Nous savons en outre ce que signifie concrètement une négociation; nous savons qu'il est impossible pour une partie d'obtenir ce qu'elle souhaite si les autres n'ont pas, de leur côté, le sentiment d'être gagnantes.

Nous constatons avec satisfaction les progrès réalisés jusqu'à présent dans certains domaines de négociation. Cependant, les difficultés rencontrées sur certaines questions, en particulier l'agriculture, domaine le plus important de ce cycle, nous préoccupent. Depuis de nombreuses années, le Costa Rica prône activement une réforme en profondeur de l'agriculture. Avec d'autres pays exportateurs de produits agricoles, associés au sein du Groupe de Cairns, nous avons déployé des efforts soutenus en faisant des propositions sérieuses concernant les trois piliers des règles. La plupart de ces propositions ont été reprises dans un document ambitieux, sérieux et réaliste que 21 pays en développement ont présenté à l'Organisation ces dernières semaines. Nous qui avons élaboré et signé ce document représentons les deux tiers des agriculteurs du monde. Notre voix doit être entendue. Ce cycle est le cycle du développement; rien n'est plus important pour les pays en développement que des règles plus justes pour leurs agriculteurs.

Le cadre des modalités des négociations sur l'agriculture dont nous conviendrons ici devra refléter un équilibre adéquat entre les trois piliers. Premièrement, l'engagement d'éliminer toutes les subventions à l'exportation doit être confirmé sans équivoque; il n'y a pas d'autre interprétation possible de ce que nous avons décidé à Doha et nous ne devrions discuter ici que du rythme et du délai précis à fixer. Deuxièmement, nous devons convenir d'un cadre pour la réduction des mesures de soutien interne qui faussent le commerce et qui sont surtout le fait des deux grands blocs de pays développés. Cette réduction doit être substantielle; elle doit être calculée sur la base des réalités actuelles et non des niveaux consolidés, et elle doit se faire d'une façon loyale et non se résumer à de simples manipulations comptables et à des changements de catégories, catégories dont la définition n'est pas assez précise. Troisièmement, nous devons permettre un accès réciproque accru à nos marchés, ce qui favorisera un accroissement des échanges et de la prospérité. Pour ce faire, un traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement, qui leur accorde la flexibilité nécessaire pour mettre en œuvre valablement les accords, est indispensable.

Pour nombre d'entre nous, les présentes négociations ne pourront pas être considérées comme achevées si l'on n'obtient pas des résultats ambitieux concernant l'agriculture. De plus, c'est sur la base de ces résultats que nous pourrions trouver des accords décisifs dans d'autres domaines, tels que l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. Le Costa Rica est conscient de ce que son avenir, en tant que petit pays qui aspire au développement, repose sur sa capacité de continuer d'accroître rapidement le volume et la valeur ajoutée de ses exportations de produits industriels. Cela exige un accès accru aux marchés avec des règles plus claires. Le Costa Rica défend une formule simple et ambitieuse pour la réduction des droits de douane sur les produits industriels, selon laquelle les engagements seraient tous exprimés sur une base *ad valorem* et tous les pays consolideraient la totalité de leurs tarifs. Nous comprenons et reconnaissons que, pour atteindre ces objectifs, le traitement spécial et différencié est nécessaire et important, mais il ne doit pas affecter le commerce Sud-Sud, étant donné que 40 pour cent des exportations des pays en développement sont destinées à d'autres pays en développement.

L'objectif de l'amélioration de l'accès aux marchés ne pourra être atteint que si l'on respecte pleinement l'engagement de clarifier les règles multilatérales concernant les mesures antidumping et si l'on garantit que ces instruments ne seront pas utilisés à des fins exclusivement protectionnistes.

Le programme de travail de l'OMC prévoit des efforts en vue de parvenir à des accords multilatéraux sur l'investissement, la facilitation du commerce, la concurrence et la transparence des marchés publics. Le Costa Rica compte parmi les initiateurs des propositions faites dans ces domaines. Après une phase d'études et de délibérations ardues qui a duré sept ans, on ne peut plus prétendre que l'on est pas prêt à discuter. Conformément au mandat de Doha, nous souhaitons trouver à Cancún un accord sur les modalités applicables aux questions de Singapour. Nous sommes convaincus que l'élaboration de normes multilatérales dans ces quatre domaines sera bénéfique pour tous les pays. Nous croyons aussi que ces réalisations sont indispensables pour aboutir à un résultat des négociations qui permette de fixer des objectifs ambitieux dans d'autres domaines.

Notre responsabilité est grande à Cancún. Nous devons rechercher les moyens de réduire nos divergences, parce que nous ne saurions regagner nos capitales sans résultats concrets. Un programme ambitieux et un résultat avantageux pour tous sont possibles. Pour y parvenir, nous devons apprendre à nous écouter, à faire nôtres les préoccupations des autres. Le monde ne dispose pas d'instrument plus efficace que le commerce pour promouvoir la prospérité et le développement: beaucoup de choses en dépendent. Nous devons atteindre nos objectifs. Si nous savons trouver la voie vers un bon accord, et vers un changement significatif, nous donnerons un signal fort au monde entier. C'est au bien-être de nos populations, et surtout des plus pauvres, que nous mesurerons les résultats.